Sécheresse : l'irrigation intensive mise en cause

LE MONDE | 09.08.05 | 12h34 . Mis à jour le 09.08.05 | 13h05

La sécheresse que connaît actuellement la France ne résulte pas seulement d'une météorologie défavorable mais découle aussi d'une politique de l'eau "archaïque" . Telle est l'analyse de l'Union fédérale des consommateurs (UFC-Que choisir), qui a demandé, mardi 9 août, en dévoilant une synthèse sur le sujet, une profonde inflexion dans la gestion des ressources disponibles. "Il est désormais établi que l'eau devient une ressource rare en France. Il est donc plus que temps d'en finir avec la politique des restrictions d'eau de dernière minute" , plaide l'association.

Cette prise de position intervient alors que 67 départements métropolitains sont aujourd'hui concernés par des limitations de l'usage de l'eau, décidées par les préfets, et que la situation des ressources est jugée "préoccupante" dans 21 départements, selon le ministère de l'écologie. Une situation qui s'apparente, pour ces régions, à celle rencontrée lors de la grande sécheresse de l'été 1976 (Le Monde du 3 août).

Dans ce contexte de pénurie, UFC-Que choisir pointe les responsabilités des pouvoirs publics et du monde agricole dans la mesure où, pendant l'été, l'irrigation représente 80 % de la consommation d'eau. "Un constat lucide s'impose : la carte de la sécheresse se confond avec la carte de l'irrigation agricole" , affirme l'association.

Si la sécheresse touche l'ensemble du territoire, elle apparaît en effet beaucoup plus sévère dans le sud-ouest de la France : sur les 21 départements en "situation préoccupante" , une forte majorité sont situés dans les régions Aquitaine, Midi-Pyrénées, Pays de la Loire et Poitou-Charentes, qui relèvent de la compétence de deux agences de l'eau : Adour-Garonne et Loire-Bretagne. Or ces territoires concentrent une grande part de l'irrigation agricole : le bassin de l'Adour-Garonne arrive en tête des surfaces irriguées en France, avec 650 000 hectares, suivi du bassin Rhône-Méditerranée (375 000 hectares) et du bassin Loire-Bretagne (281 000hectares).

DÉVELOPPEMENT DU MAÏS

Plus gênant, la forte croissance de l'irrigation dans le Sud-Ouest s'explique largement par le développement du maïs, une culture fortement consommatrice en eau. A l'inverse, pour le Sud-Est, plus du tiers de la surface irriguée est consacrée aux vergers, "qui épuisent moins la ressource aquatique que l'irrigation des grandes cultures comme le maïs ". Cette tendance se retrouve dans les statistiques sur l'usage des ressources : dans le bassin Adour-Garonne, l'irrigation pendant la période estivale représente 90 % des prélèvements, contre 10 % à peine pour l'eau potable, l'industrie et l'énergie.

Pour l'association de consommateurs, le déficit en eau est donc largement dû à un recours excessif à l'irrigation. Cette situation résulte, selon elle, des politiques de soutien au monde agricole, avec l'octroi de subventions élevées pour les productions les plus intensives, très consommatrices en eau.

UFC-Que choisir pointe également la responsabilité des agences de l'eau, ces établissements publics chargés de gérer les ressources au niveau des grands bassins. Selon l'association, les agences utilisent très imparfaitement leurs moyens d'action, notamment leur pouvoir de fixer le niveau des redevances afin d'inciter les agriculteurs à moins consommer.

Au contraire même, il apparaît que la redevance payée par les cultivateurs irriguant est particulièrement faible dans les régions les plus sensibles à la sécheresse, en contradiction flagrante avec les principes "pollueur-payeur" et "consommateur-payeur". L'agence de l'eau Adour-Garonne taxe ainsi l'irrigation à hauteur de 0,23 centime du mètre cube, alors que les agences Artois-Picardie, Rhin-Meuse et Seine-Normandie, peu ou pas touchées par la sécheresse, prélèvent entre 1,14 et 1,50 centime par mètre cube.

Ces chiffres " font apparaître une aberration manifeste" pour l'association : "Plus le risque de sécheresse dû à l'irrigation est important et plus la taxation de l'irrigation est faible." Conséquence : la

redevance ne représente que 1 % du coût total de l'irrigation dans le bassin Adour-Garonne.

Dans la lignée des critiques émises par l'association contre le projet de loi sur l'eau, adopté par le Sénat en avril et qui devrait être présenté à l'Assemblée nationale en février 2006 (Le Monde du 7 avril), UFC-Que choisir suggère d'accroître la part de l'agriculture dans le financement des agences de l'eau (aujourd'hui, 1 % par les agriculteurs, 82 % par les particuliers, 14 % par les industriels). Pour l'association, cette "écotaxe anti-sécheresse" inciterait le monde agricole à moins irriguer, voire à changer de cultures.

"RACCOURCI RAPIDE"

Les agriculteurs réfutent ces critiques sur l'irrigation. D'abord parce qu'ils estiment être les premières victimes de la sécheresse, du fait des restrictions d'eau et de la baisse du rendement des productions. Ensuite parce qu'ils critiquent, sur le fond, l'approche d'UFC-Que choisir. Interrogé mardi 9 août sur RMC, le président de la FNSEA, Jean-Michel Le Métayer affirmé que l'irrigation des terres agricoles n'était pas la principale raison du manque d'eau en été en France. "On ne peut pas dire que l'irrigation a explosé", a-t-il protesté. "Etablir une corrélation directe entre l'irrigation et la sécheresse est un raccourci rapide", estime Daniel Martin, président de la section irrigation de l'Association générale des producteurs de maïs (AGPM), composante de la FNSEA. Le syndicaliste reconnaît un "problème d'image" pour le maïs, dans la mesure où l'opinion publique l'associe à un arrosage important et visible pendant les mois d'été. Mais il relativise les prélèvements effectués pour cette céréale (450 litres pour 1 kilogramme), en les comparant avec ceux du blé (590 litres) ou de l'herbe sèche (1 000 litres).

Les producteurs insistent, enfin, sur les efforts effectués face à la sécheresse. "Les semis de maïs ont démarré dans un contexte de déficit hydrologique, incitant certains exploitants à modifier leurs assolements au profit de cultures moins exigeantes en eau, comme le tournesol", souligne ainsi le ministère de l'agriculture dans une note de conjoncture parue en mai 2005. La diminution de la part du maïs a été sensible dans les régions touchées par la sécheresse l'hiver dernier, notamment la Bretagne (19 %), Poitou-Charente (15 %) et les Pays de la Loire (12 %).

Face aux risques de pénurie, les agriculteurs plaident pour la construction de réserves permettant de stocker de l'eau pendant l'hiver. L'idée a d'ailleurs été reprise, début août, par le ministre de l'agriculture, Dominique Bussereau. Cette hypothèse ne satisfait pas UFC-Que choisir, qui la qualifie de "fuite en avant".

"L'eau devient une ressource rare en France", martèle Alain Bazot, président de l'association, pour mieux rappeler que, face à la sécheresse, il faut une politique de "développement durable" qui limite la consommation, et ne surtout pas se contenter d'attendre que la pluie veuille bien tomber, dans les réserves d'eau ou ailleurs.

Luc Bronner et Christiane Galus

L'agriculture représente 68 % de la consommation

Ressources : 33 milliards de m³ d'eau sont prélevés chaque année en France métropolitaine, sur un total de 175 milliards de m³ de précipitations qui alimentent les réserves d'eau douce, selon les statistiques publiées par l'Institut français de l'environnement (IFEN).

Le volume global prélevé est stable depuis le début des années 1990.

Au niveau des consommations réelles d'eau, l'agriculture représente 68 % du total ; l'eau potable, 24 % ; l'industrie, 5 % ; et l'énergie, 3 %.

Irrigation : 2,63 millions d'hectares de terres agricoles étaient irrigués en France en 2000, contre 0,8 million en 1970. Au total, 5,7 % de la surface agricole utilisée (SAU) est irriguée, la grande majorité des terres étant occupées par des cultures pluviales.

L'irrigation est majoritairement utilisée pour le maïs, culture pour laquelle l'arrosage s'effectue en été. Les surfaces irriguées se situent principalement en Aquitaine, dans les vallées de la Garonne et du Rhône, en Beauce, en Poitou-Charentes et dans les Pays-de-la-Loire.

Europe : les pays nordiques possèdent les plus grandes ressources en eau, avec une moyenne dépassant 20 000 m³ par habitant. La France, avec 3 265 m³ d'eau par habitant, se situe légèrement

en dessous de la moyenne européenne (environ 4 000 m³/habitant).
Elle prélève un cinquième environ de ses ressources, alors que certains pays effectuent une exploitation intense de leurs ressources : 46 % du volume total en Belgique, 32 % en Italie, 23 % en Espagne, 22 % en Allemagne.

10.08.05